



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ n° IC-20- 091
imposant des prescriptions techniques complémentaires
à la société BARJANE à LOUVRES

Le préfet du Val-d'Oise

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret n° 2018-704 du 3 août 2018 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateur (ateliers de charge d') » ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 janvier 2019 précisant les modalités de recueil de données relatives aux installations de combustion moyennes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 mars 2019 autorisant la société BARJANE à exploiter, ZAC « La Butte aux Bergers » sur le territoire de la commune de LOUVRES, un entrepôt logistique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 donnant délégation de signature à M. Maurice BARATE, secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;

Vu la décision n° DRIEE-ud95-005-2019 du 18 octobre 2019 dispensant la société BARJANE de réaliser une évaluation environnementale en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le dossier de porter à connaissance du 29 juillet 2019 transmis par la société BARJANE, complété le 20 février 2020 ;

Vu le courriel du 5 mars 2020 de la société BARJANE transmettant le formulaire d'appréciation du caractère substantiel d'une modification apportée à une installation classée pour la protection de l'environnement au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Vu le courrier du 14 mai 2020 dans lequel la société BARJANE demande le bénéfice de l'antériorité de ses installations au titre de la rubrique sur la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport du directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France – unité départementale du Val-d'Oise du 24 juin 2020 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire adressé par courrier le 19 octobre 2020 à l'exploitant et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

Considérant que ce délai s'est écoulé sans observation de la part de la société BARJANE ;

Considérant que la société BARJANE a été autorisée le 22 mars 2019 à exploiter un entrepôt logistique sur le territoire de la commune de LOUVRES ; que le 29 juillet 2019, l'exploitant a porté à la connaissance de M. le préfet les modifications des conditions d'exploitation envisagées au sein de son site ; que les modifications projetées portent sur :

- l'ajout d'une 4^{ème} cellule de stockage qui implique la modification des surfaces de stockage des autres cellules, du volume de stockage et des conditions d'aménagement pour limiter les effets d'un incendie (dispositions constructives, volume de rétention...) ;
- l'ajout d'une mezzanine de 2 niveaux dans la cellule n° 1 de l'entrepôt dédiée au stockage de textiles en cintres sur 3 000 m² ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, le caractère substantiel de l'ensemble des modifications projetées par l'exploitant a été étudié ; que le formulaire d'analyse du porter à connaissance transmis par l'exploitant le 5 mars 2020 conclut que l'ensemble des modifications envisagées sont notables mais non substantielles ;

Considérant que, compte-tenu de l'extension demandée (augmentation de capacité de 79 200 m³) qui constitue à elle seule un volume d'activité qui aurait dû nécessiter une procédure d'enregistrement (volume supérieur à 50 000 m³ de la rubrique 1510), le projet de modifications remplit les critères définis à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et a donc nécessité de passer par la procédure définie à l'article R. 122-3 du même code (procédure cas par cas) ; que par décision n° DRIEE-ud95-005-2019 du 18 octobre 2019 susvisée le projet de la société BARJANE relatif à l'ajout de cette 4^{ème} cellule de stockage a été dispensé de la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Considérant que l'inspection des installations classées considère que la demande de mise en place d'une mezzanine ne remet pas en cause cette décision, dans la mesure où il s'agit uniquement d'une modification de la répartition du stockage ;

Considérant que le dossier susvisé transmis par l'exploitant a actualisé les conditions d'exploitation définies dans le dossier initial ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mars 2019 sus-visé ; que les modélisations d'incendie ont été actualisées en conséquence, concluant à des effets thermiques respectant les critères d'acceptabilité ; que le dossier comporte l'actualisation du besoin en eau et de rétention en adéquation avec les nouvelles capacités de stockage ;

Considérant compte tenu de ce qui précède, l'exploitant conclut que les modifications projetées ne sont pas substantielles au regard des critères définis à l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que la société BARJANE a également transmis par courrier du 14 mai 2020 une demande le bénéfice de l'antériorité de ses installations au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ; que l'inspection des installations classées propose de répondre favorablement à la demande de l'exploitant en précisant que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé relatif aux prescriptions des installations soumis à déclaration relevant de la rubrique 2910 s'appliquent selon les restrictions de l'annexe II-C-1 ;

Considérant qu'il y a lieu, compte tenu de ce qui précède, d'acter les modifications demandées par la société BARJANE moyennant l'actualisation des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mars 2019 susvisé, dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ; que conformément aux dispositions de ce même article R. 181-45 de ce même code et au regard des enjeux environnementaux limités de ce dossier, sa présentation devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ne s'avère pas nécessaire ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : La société BARJANE, dont le siège social est situé au Lieu-dit La Galinière – RD7N, 13 790 CHATEAUNEUF LE ROUGE, est tenue pour l'exploitation de ses installations sises à LOUVRES, ZAC « La Butte aux Bergers », de respecter les prescriptions complémentaires annexées au présent arrêté.

Article 2 : NATURE DES INSTALLATIONS

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	AS,A,E , D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
1510	A	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.	Le volume des entrepôts étant :	supérieur ou égal à 300 000 m ³	Volume entrepôt : 439 200 m ³
1530	A	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public.	Le volume susceptible d'être stocké étant :	supérieure à 50 000 m ³	144 000 m ³
1532	A	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.	Le volume susceptible d'être stocké étant	Supérieure à 50 000 m ³	144 000 m ³
2662	A	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	Le volume susceptible d'être stocké étant :	Supérieur ou égal à 40 000 m ³	144 000 m ³

2663-1	A	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	À l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant :	supérieur ou égal à 45 000 m ³	144 000 m ³
2663-2	A	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :	supérieur ou égal à 80 000 m ³	144 000 m ³
2925	D	Accumulateurs (ateliers de charge d')	La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	supérieure à 50 kW	200 kW
2910-A	DC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)iv) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.	si la puissance thermique nominale de l'installation est	Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	1,65 MW
1185	NC	Emploi de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 517/2014 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009	Équipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire :	La quantité susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure à 300 kg	
<i>A (autorisation) ou S (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (enregistrement) ou D (déclaration) ou DC (déclaration et contrôle) ou NC (non classé). Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.</i>					

Article 3 : MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mars 2019 sont remplacées par celles annexées au présent arrêté.

Article 4 : En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté et des prescriptions spéciales annexées, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de LOUVRES et peut y être consultée,

- un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de LOUVRES pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Val-d'Oise,

• le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale d'un mois.

Article 6 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95 027 – Cergy-Pontoise Cedex :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,

- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérécourse citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France et le maire de LOUVRES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cergy-Pontoise, le

12 NOV. 2020

Le préfet,
Pour le préfet,
Le secrétaire général

Maurice BARATE

SOCIÉTÉ BARJANE

à

LOUVRES

prescriptions annexées à l'arrêté

préfectoral n°IC-20-091 du

12 NOV. 2020

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société BARJANE, dont le siège social est situé au Lieu-dit La Galinière – RD7N, 13790 CHATEAUNEUF LE ROUGE, est tenue pour l'exploitation de ses installations sises ZAC « La Butte aux Bergers » à LOUVRES, de respecter les prescriptions complémentaires du présent arrêté.

ARTICLE 1.1.2 INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES A ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement, dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	AS,A,E, D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
1510	A	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques	Le volume des entrepôts étant :	supérieur ou égal à 300 000 m ³	Volume entrepôt: 439 200 m ³
1530	A	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public	Le volume susceptible d'être stocké étant :	supérieure à 50000m ³	144 000 m ³
1532	A	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.	Le volume susceptible d'être stocké étant	Supérieure à 50000m ³	144 000 m ³
2662	A	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	Le volume susceptible d'être stocké étant :	Supérieur ou égal à 40 000m ³	144 000 m ³
2663-1	A	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant :	supérieur ou égal à 45 000m ³	144 000 m ³
2663-2	A	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :	supérieur ou égal à 80 000m ³	144 000 m ³
2925	D	Accumulateurs (ateliers de charge d')	La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	supérieure à 50 kW	200 kW
2910-A	DC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 A.Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon,des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v)de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes	si la puissance thermique nominale de l'installation est	Supérieure à 1MW, mais inférieure à 20MW	1,65 MW
1185	NC	Emploi de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 517/2014 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009	Équipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire:	La quantité susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure à 300kg	

A (autorisation) ou S (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (enregistrement) ou D (déclaration) ou DC (déclaration et contrôle) ou NC (non classé). Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

ARTICLE 1.2.2 SITUATION ET LIMITE DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Coordonnées Lambert 2 (centre du site)
LOUVRES	Section E N° 461, 462, 463, 72, 464, 465, 822, 823 et 830	X= 662 342 m Y= 6 883 292,85 m

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des éventuels arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, sauf cas de force majeure, conformément aux dispositions prévues par l'article R. 512-74 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES (SANS OBJET) **CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

ARTICLE 1.6.1 PORTER À CONNAISSANCE

Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 du code de l'environnement inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.6.2 MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielles telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuées par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.6.3 ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.6.4 TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

ARTICLE 1.6.5 CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 1.6.6 CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est l'usage industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

TITRE 2 - RÉGLEMENTATIONS APPLICABLES

ARTICLE 2.1.1. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX ACTIVITÉS VISÉES À L'ARTICLE 1.2.1 DU PRÉSENT ARRÊTÉ

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des arrêtés mentionnés ci-dessous (ou texte équivalent en vigueur) :

Pour les activités relevant des rubriques 1510, 1530, 1532, 2662, 2663-1 et 2663-2 :

- Arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Pour les activités relevant de la rubrique 2925 :

- Arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 "accumulateurs (ateliers de charge d)".

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à autorisation incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Cette installation est considérée comme existante au sens des dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 11 avril 2017 précité.

ARTICLE 2.1.2. INSTALLATION DE COMBUSTION : COLLECTE DONNÉES

En application de l'arrêté ministérielle du 2 janvier 2019 précisant les modalités de recueil de données relatives aux installations de combustion moyennes, l'exploitant déclare, par voie électronique, les informations demandées à l'article R. 515-114 du code de l'environnement au plus tard le 31 décembre 2028.

ARTICLE 2.1.3. RESPECT DES ARRÊTÉS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Sans préjudice des arrêtés mentionnés à l'article 2.1.1 du présent arrêté, s'appliquent à l'établissement, les prescriptions des arrêtés mentionnés ci-dessous :

- Arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toutes natures des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Arrêté du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Arrêté du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (applicable à compter du 20 décembre 2018) selon les restrictions prévues par l'article 1 du paragraphe C de l'annexe II.

ARTICLE 2.1.4. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,

- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

ARTICLE 2.1.5.

Des aménagements aux prescriptions générales mentionnées à l'article 2.1.1 du présent arrêté ont été accordés, notamment pour ce qui concerne les dispositions de l'article 2.4.1 de l'annexe I de l'arrêté du 29 mai 2000 précité.

Les locaux de charge abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- les murs extérieurs sont construits en bardage métallique,
- les murs séparatifs entre la zone de charge et les cellules de stockage sont REI120,
- le système de couverture de toiture satisfait à la classe Broof (t3),
- les locaux de charge sont équipés d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie,
- portes intérieures vers les cellules coupe-feu de degré 2 heures et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- pour les autres matériaux (dont portes vers l'extérieur) : classe M0 (incombustibles).

Le stockage de produits n'est pas autorisé au sein des locaux de charge.

TITRE 3 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 3.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir, en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 3.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en condition d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre, en toutes circonstances, le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

ARTICLE 3.1.3. INVENTAIRE DES PRODUITS STOCKÉS

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation par cellule, leur quantité, et la nature des dangers qu'elles présentent.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'Inspection des Installations Classées. Ils sont annexés au plan de défense incendie.

ARTICLE 3.1.4. DOCUMENTS A DISPOSITION DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS

L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :

- le plan de défense incendie tel que défini à l'article 4.2.7 du présent arrêté ;
- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie (vanne d'isolation des réseaux notamment) ;
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;
- l'inventaire des produits stockés mentionné à l'article 3.1.3 du présent arrêté.

CHAPITRE 3.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 3.2.1. RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.

CHAPITRE 3.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 3.3.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets.

ARTICLE 3.3.2. INTÉGRATION

Sans préjudice des réglementations d'urbanisme applicables à l'établissement, toutes les mesures sont prises afin d'insérer au mieux dans le paysage le bâtiment, notamment en ce qui concerne la qualité des façades, la perception des volumes et l'aménagement paysager.

ARTICLE 3.3.3. CLÔTURE DU SITE

Toutes les dispositions sont prises pour empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux installations.

Le site est clôturé sur l'ensemble de son périmètre.

La hauteur minimale de la clôture est de 2 m.

L'exploitant s'assure du maintien de l'intégrité de la clôture dans le temps et réalise les opérations d'entretien des abords régulièrement.

CHAPITRE 3.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

ARTICLE 3.4.1. DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 3.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 3.5.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des Installations Classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

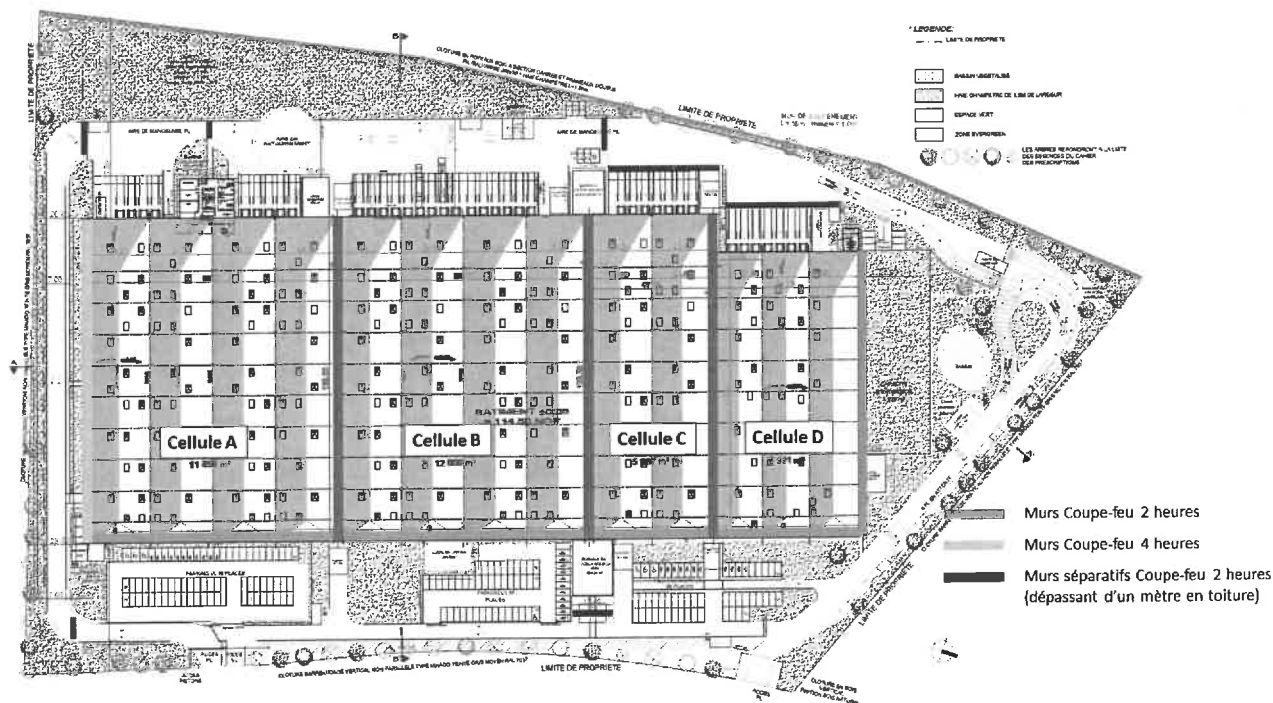
Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection des Installations Classées.

TITRE 4 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES

CHAPITRE 4.1 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET AMÉNAGEMENTS

ARTICLE 4.1.1. CONFIGURATIONS DES CELLULES

Le bâtiment est composé de 4 cellules de stockage, réparties dans la configuration suivante :



Le bâtiment est composé de 4 cellules de stockage, tel que représenté au Porter à Connaissance (2 cellules de 12 000 m² et 2 cellules de 6 000 m²). Les murs séparatifs entre chaque cellule sont REI120. Le mur extérieur au Sud de la cellule 1 est REI240. Les façades Est et Nord sont REI120.

La cellule A pourra accueillir une mezzanine. Cette mezzanine sera constituée de deux niveaux supplémentaires d'environ 3 000 m² dédiés au stockage de textile sur cintre.

L'exploitant met en place une organisation pour permettre l'évacuation de la mezzanine dans les meilleurs délais. Cette organisation fait l'objet d'exercice comme mentionné à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 suscité et d'un retour d'expérience consigné dans un compte rendu pour permettre l'amélioration continue.

Les murs séparatifs entre chaque cellule sont REI 120.

Le mur extérieur au sud de la cellule A (représentée en annexe) est de type REI 240.

Le mur extérieur au nord de la cellule D (représentée en annexe) est de type REI 120.

Les locaux de charge de batteries ainsi que la chaufferie sont séparés de l'entrepôt par des murs coupe-feu 2 h.

Les systèmes d'ouverture sur ces façades sont cohérents avec leur caractéristique REI, notamment en ce qui concerne les ouvertures sur la façade sud qui doivent être cohérents avec le mur de type REI 240.

Les caractéristiques de ces quatre cellules sont détaillées en annexe I.

ARTICLE 4.1.2. CONDITIONS DE STOCKAGES

Les prescriptions sur les conditions de stockages sont celles prescrites par l'arrêté du 11 avril 2017, notamment par son article 9.

Les règles spécifiques de stockage sont précisées en annexe I.

Le stockage de produits relevant de la rubrique 2662 n'est pas autorisé dans la cellule A.

ARTICLE 4.1.3. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Sans préjudice des dispositions constructives mentionnées aux arrêtés cités à l'article 2.1.1 du présent article, les dispositions constructives respectent les caractéristiques définies à l'annexe I du présent arrêté.

ARTICLE 4.1.4. DÉSENFUMAGE

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.

Les cantons de désenfumage sont équipés, en partie haute, de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commandes automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection, conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public.

Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert.

CHAPITRE 4.2 MOYENS DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

ARTICLE 4.2.1. DÉTECTION ET ALARME INCENDIE

Un dispositif de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est mis en place dans les cellules, les locaux techniques et les bureaux à proximité des stockages.

Ce dispositif actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment et le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

La détection est assurée par un système d'extinction automatique d'incendie de type «sprinklers». Au sein des locaux techniques électriques, la détection est assurée par des détecteurs ioniques.

ARTICLE 4.2.2. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.

ARTICLE 4.2.3. BESOIN EN EAU INCENDIE

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001).

Le débit minimum des besoins en eau d'incendie est fixé à 540 m³/h pendant 2 heures. Pour atteindre ce débit, l'exploitant installe plusieurs réserves d'eau sur le site, de manière à ne pas impacter toute la capacité en cas de feu de cellule la plus proche. Une aire de pompage par tranche de 120 m³ est installée sur chacune des réserves.

Avant la mise en service de l'installation, la mise en œuvre des besoins en eau incendie ainsi que les résultats des essais de débit avec 2, 3 et 4 poteaux incendies en simultané, font l'objet d'une validation avec les services d'incendie et de secours. Cette validation sera transmise aux services d'inspection.

L'alimentation du réseau du système d'extinction automatique se fait par une cuve exclusivement réservée à cet usage d'une capacité de 600 m³.

ARTICLE 4.2.4. DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part,
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

L'exploitant met en place un volume minimum de 2 352 m³ pour le confinement des pollutions accidentelles.

Ce volume est assuré par les deux bassins de rétentions prévus au dossier à l'appui de sa demande d'autorisation.

Le fond et les berges de ces bassins sont étanches afin de permettre le confinement des eaux d'extinction d'un incendie. L'exploitant s'assure du respect de cette capacité et de son efficience.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés, asservis à la détection incendie, et actionnables en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

ARTICLE 4.2.5. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'établissement est équipé des moyens suivants :

Type d'équipement	Caractéristiques/ Nombre
Sprinklage	L'ensemble de l'entrepôt est couvert par un système d'extinction automatique d'incendie et adapté aux produits et au mode d'entreposage. Le système est conçu, installé et entretenu régulièrement, conformément aux référentiels reconnus.
Poteaux incendies	Le site dispose d'un réseau bouclé et sectionnable de 7 poteaux incendie répartis autour des bâtiments.
Robinetts d'incendie armés (RIA)	Les RIA doivent être situés à proximité des issues et disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel et accessibles à tout moment.
Extincteurs	Les extincteurs sont répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures de stockage et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

ARTICLE 4.2.6. PROCÉDURE ORGANISATIONNELLE DE SECOURS

Afin de limiter les risques liés à l'impact sur la visibilité des fumées produites en cas d'incendie, des procédures sont mises en place, en collaboration avec les différents acteurs concernés, pour définir et rendre opérationnelles les mesures nécessaires.

ARTICLE 4.2.7. PLAN DE DÉFENSE INCENDIE

L'exploitant établit un Plan de Défense Incendie (PDI) sur la base des scénarii d'incendie d'une cellule. Ce PDI est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et des services d'incendie et de secours.

Le plan de défense incendie comprend :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus à l'article 4.1.4 du présent arrêté ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susmentionné, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques, s'ils existent ;
- les mesures particulières prévues pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

Il prévoit, en outre, les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'Inspection des Installations Classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

CHAPITRE 4.3 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.3.1. REJETS DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales non souillées, ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine, sont évacuées par un réseau spécifique.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.

L'exploitant met en œuvre 3 procédés de traitement qualitatif des eaux :

- l'emploi d'une noue de décantation ;
- l'emploi d'un filtre à sable pour la décantation et la filtration des eaux ;
- la mise en œuvre de bassin de rétention paysager.

Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;
- l'effluent ne dégage aucune odeur ;
- teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;
- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;
- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;
- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l.

Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc.) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.

En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.

CHAPITRE 4.4 CONTRÔLES PÉRIODIQUES ET DOCUMENTS A TENIR À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

ARTICLE 4.4.1. CONTRÔLES PÉRIODIQUES

Équipements	Périodicité
Séparateurs à hydrocarbures + analyse de la qualité des rejets en eaux pluviales dans le réseau	1 fois par an
Dispositif d'isolement des réseaux d'eaux pluviales	1 fois par an
Ensemble des installations électriques	1 fois par an
Dispositif de protection contre la foudre	1 fois par an
Moyens de secours et de lutte contre l'incendie	A la mise en service puis annuellement
Signaux de sécurité (lumineux ou acoustiques)	A la mise en service puis annuellement
Dispositif de désenfumage	A la mise en service puis annuellement
Système d'extinction automatique à eau de type sprinklage	A la mise en service puis tous les 6 mois
Portes et portails automatiques	A la mise en service puis tous les 6 mois
Chariots automoteurs	Tous les 6 mois
Chaudière	Selon référentiel technique des équipements

ARTICLE 4.4.2. DOCUMENTS À TENIR À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'Inspection des Installations Classées sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées sur le site durant 5 années au minimum.

Avant la mise en service	Attestation démontrant que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.
Durant la mise en service	<ul style="list-style-type: none">- Attestation de conformité du système d'extinction automatique aux exigences du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précité.- Justificatifs attestant du respect des dispositions constructives mentionnées à l'annexe I du présent arrêté et répondant aux caractéristiques définies au point 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

	<ul style="list-style-type: none"> - Description du système «sprinklage» et des principaux éléments techniques concernant les réserves d'eau, l'alimentation des pompes, les débits d'alimentation en eau. - Rapport présentant la mesure du niveau de bruit et de l'émergence (à effectuer dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation). Les mesures incluent la zone à émergence réglementée (ZER) la plus proche. - Rapport d'exercice de défense contre l'incendie (à réaliser dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation). - Rapport d'exercice d'évacuation (à réaliser dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation).
Pendant toute la durée d'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> - Registre de gestion des déchets dangereux générés par l'établissement (avec caractéristiques et quantification). - Rapport d'exercice de défense contre l'incendie (au moins tous les trois ans). - Rapport d'exercice d'évacuation (au moins tous les 6 mois). - Plan de défense incendie

Annexe I

Dispositions constructives issues du dossiers de demande d'autorisation

		Cellule A	Cellule B	Cellule C	Cellule D
Caractéristiques géométriques	Superficie de la cellule	12 000 m ²	12 000 m ²	6 000 m ²	6 000 m ²
	Longueur de la cellule	125 m	125 m	125 m	110,65 m
	Largeur de la cellule	96 m	96 m	47,85 m	54,15 m
	Hauteur de la cellule	14,6 m	14,6 m	14,60 m	14,60 m
Dispositions constructives	Toiture	Bac acier multicouches			
		Résistance au feu des poutres au minimum 60 minutes			
		Résistance au feu des panneaux minimum 15 minutes			
		Surface des exutoires au minimum 2%			
	Parois	Entre les cellules au minimum coupe-feu 2 h			
		Sud : au minimum coupe-feu 4 h	Est: au minimum coupe-feu 2 h	Est: au minimum coupe-feu 2 h-	Nord et Est: au minimum coupe-feu 2 h
Dispositions du Stockage	Type	Racks	Racks	Racks	Racks
	Nombre max de niveaux	5	5	5	5
	Longueur max de stockage	103 m	103 m	103 m	84,7 m
	Longueur min de préparation (A)	1 m	1 m	1 m	5 m
	Longueur min de préparation (B)	21 m	21 m	21 m	21 m
	Longueur min α	0,5 m	0,5 m	0,5 m	0,5 m
	Longueur min β	0,5 m	0,5 m	0,5 m	0,5 m
	Hauteur max stockage	12 m	12 m	12 m	12 m
	Hauteur canton	1 m	1 m	1 m	1 m
Racks	Nombre double racks	15	15	7	8
	Largeur double racks	2,4 m	2,4 m	2,4 m	2,4 m
	Nombre simple racks	2	2	2	2
	Largeur simple racks	1,2 m	1,2 m	1,1 m	1,1 m
Type palette	Rubrique ICPE	1510	1510 - 2662	1510 - 2662	1510 - 2662

